

**Climat - One Planet Summit -  
Entretien de M. Rémy Rioux,  
directeur général de l'agence  
française pour le développement  
(AFD), avec le quotidien  
«L'Opinion»  
(Paris, 11 décembre 2017)**

**Q - Le One Planet Summit permettra-t-il d'accélérer la mobilisation des acteurs en faveur de la transition écologique ?**

**R -** Le sens du sommet souhaité par le président Emmanuel Macron, c'est de réunir les progressistes, montrer que le combat pour le climat est concrètement engagé et accélérer le mouvement. Tous les acteurs impliqués sont présents - les États, les entreprises, les collectivités locales, la société civile - pour lancer de nouvelles initiatives et présenter des projets innovants sur l'accès aux énergies propres, l'innovation, la mobilité décarbonée, l'agriculture durable, l'adaptation au changement climatique. Nous sommes là ! C'est un moment fort pour les banques de développement, dont l'AFD, qui s'engagent à prendre l'Accord de Paris pour boussole. La Banque mondiale et les banques régionales de développement ont été étroitement associées à la préparation de ce sommet. Ainsi que les vingt-trois banques nationales et régionales, à vocation internationale, du nord et surtout du sud, qui sont membres d'IDFC que je préside. Notre club pèse plus de 3.500 milliards de dollars. En 2016, IDFC a contribué à hauteur de 160 milliards à la lutte contre le changement climatique, montant en hausse significative depuis la COP21.

**Q - Peut-on s'attendre à un renforcement des moyens financiers, notamment des grands pays comme la Chine ?**

**R -** Les financements augmentent régulièrement mais il faut les renforcer encore, pour l'Afrique et son adaptation en particulier. La China development bank (CDB), la plus grande banque publique du monde, est un membre actif d'IDFC. À la demande des autorités chinoises, elle se mobilise fortement pour le climat. Elle s'est rapprochée de l'AFD pour plus d'action collective. Mais au-delà des chiffres, il faut aussi changer de vision. L'objectif de l'Accord de Paris, c'est de réorienter les flux financiers pour le climat et de les inscrire dans des trajectoires soutenables pour limiter le réchauffement à 2°C. Il faut améliorer encore la qualité de nos projets pour les rendre plus résilients. Et intégrer le climat dans les stratégies d'investissement et l'évaluation du risque de toutes les institutions financières, publiques et privées. L'initiative Mainstreaming climate action in financial institutions, lancée à la COP21 et qui compte depuis hier de nouveaux membres, y contribue activement.

**Q - L'AFD va-t-elle porter de nouvelles ambitions ?**

R - Nous avons été les premiers, il y a plus de dix ans, à faire du climat notre priorité, avec la lutte contre la pauvreté. Aujourd'hui, 50% de nos financements ont un effet direct, mesurable, pour le climat. Cette année, nous avons financé plus de 150 nouveaux projets climat, pour un montant de 4 milliards d'euros. À l'occasion du One Planet Summit, nous voulons franchir une nouvelle étape stratégique en devenant la première agence «100% Accord de Paris», et entraîner tous nos pairs sur cette voie. Cela signifie que tous nos projets seront compatibles avec les trajectoires bas carbone que chaque État doit définir d'ici à 2020, selon les dispositions de l'Accord. C'est un objectif exigeant et ambitieux, désormais inscrit dans nos procédures internes. Nous allons aider les pays du sud à définir leur chemin de transition vers la neutralité carbone. J'étais auprès de Laurent Fabius, le 12 décembre 2015, au Bourget. Je crois à la dynamique de l'Accord de Paris. L'AFD, forte du soutien des ministres Jean-Yves Le Drian et Bruno Le Maire, est mobilisée pour l'accélérer./.